



CHAPITRE 75

CHAPTER 75

Loi modifiant la charte de la cité de Granby

An Act to amend the charter of the city of Granby

[Sanctionnée le 19 décembre 1951]

[Assented to, the 19th of December, 1951]

Préambule.

ATTENDU que la cité de Granby a représenté par sa pétition qu'il est dans l'intérêt de la cité et nécessaire pour l'administration de ses affaires que sa charte, la loi 7 George V, chapitre 70, modifiée par les lois 15 George V, chapitre 98, 1 George VI, chapitre 107, 4 George VI, chapitre 88 et 10 George VI, chapitre 65, soit de nouveau modifiée et que de plus amples pouvoirs lui soient accordés;

Attendu qu'il est à propos de faire droit à la demande contenue dans ladite pétition;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1916, (2),
c. 70,
a. 10,
remp.

1. A compter de la date des élections du maire et des échevins au mois de janvier 1955, l'article 10 de la loi 7 George V, chapitre 70, remplacé par l'article 8 de la loi 15 George V, chapitre 98, est de nouveau remplacé par le suivant:

Quartiers.

"10. La cité de Granby est divisée en huit quartiers respectivement dési-

WHEREAS the city of Granby has, by its petition, represented that it is in the interest of the city and necessary for the administration of its affairs that its charter, the act 7 George V, chapter 70, amended by the acts 15 George V, chapter 98, 1 George VI, chapter 107, 4 George VI, chapter 88 and 10 George VI, chapter 65, be again amended, and that it be granted more ample powers;

Whereas it is expedient to grant the prayer contained in the said petition;

Therefore, His Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. From and after the date of election 1916, (2), of the mayor and aldermen, in the month of January 1955, section 10 of the act 7 George V, chapter 70, replaced by section 8 of the act 15 George V, chapter 98, is again replaced by the following:

"10. The city of Granby is divided into eight wards respectively designated

gnés sous le nom de quartier 1, quartier 2, quartier 3, quartier 4, quartier 5, quartier 6, quartier 7 et quartier 8:

Quar-
tier 1.

Le quartier 1 comprend le territoire situé dans les limites suivantes:

Partant à un point dans la ligne est de la cité sur la rive nord de la rivière à la limite est de la cité, suivant la rivière jusqu'à l'extrémité est de la rue Drummond, de là suivant le centre de cette rue jusqu'à la rue Principale, de là vers le sud dans la ligne médiane de la rue Principale jusqu'à la rivière, de là suivant la rive nord de la rivière jusqu'à la rue Saint-Charles, de là suivant la ligne centrale de la rue Saint-Charles jusqu'à la limite sud de la cité, de là suivant la ligne limitative sud et est de la cité jusqu'au point de départ.

Quar-
tier 2.

Le quartier 2 comprend le territoire situé dans les limites suivantes:

Partant sur la ligne est des limites de la cité sur la rive nord de la rivière, suivant la rivière jusqu'à l'extrémité est de la rue Drummond, de là suivant la ligne centrale de la rue Drummond jusqu'à la rue Principale, de là suivant la ligne centrale de la rue Principale jusqu'à la rue Dufferin, de là suivant la ligne centrale de la rue Dufferin jusqu'à la limite de la cité, de là suivant la ligne limitative nord et est de la cité jusqu'au point de départ.

Quar-
tier 3.

Le quartier 3 comprend le territoire situé dans les limites suivantes:

Partant à un point situé au centre de la rivière sur la rue Principale et suivant la ligne centrale de la rue Principale jusqu'à la rue Saint-Charles, de là suivant la ligne centrale de la rue Saint-Charles jusqu'à la rivière, de là suivant la rivière jusqu'au point de départ.

Quar-
tier 4.

Le quartier 4 comprend le territoire situé dans les limites suivantes:

Partant à un point de départ situé au centre de la rue Principale au coin de la rue Dufferin, suivant la ligne centrale de la rue Principale jusqu'à la rue Paré, de là suivant la ligne centrale de la rue Paré jusqu'à la limite nord de la cité,

as ward 1, ward 2, ward 3, ward 4, ward 5, ward 6, ward 7 and ward 8:

Ward 1 shall comprise the territory Ward 1. situated within the following limits:

Starting from a point on the east line of the city on the north shore of the river at the east limit of the city, along the river as far as the east end of Drummond street, thence along the center of that street to Main street, thence towards the south along the center line of Main street to the river, thence along the north shore of the river to St. Charles street, thence along the center line of St. Charles street to the south limit of the city, thence along the south and east boundary line of the city of the starting point.

Ward 2 shall comprise the territory Ward 2. situated within the following limits:

Starting from the east line of the city limits on the north shore of the river, along the river to the east end of Drummond street, thence along the center line of Drummond street to Main street, thence along the center line of Main street to Dufferin street, thence along the center line of Dufferin street to the city limit, thence along the north and east boundary line of the city to the starting point.

Ward 3 shall comprise the territory Ward 3. situated within the following limits:

Starting from a point located in the middle of the river on Main street and along the center line of Main street to St. Charles street, thence along the center line of St. Charles street to the river, thence along the river to the starting point.

Ward 4 shall comprise the territory Ward 4. situated within the following limits:

Starting from a point located in the middle of Main street at the corner of Dufferin street, along the center line of Main street to Paré street, thence along the center line of Paré street to the north limit of the city, along the north

suivant la ligne limitative nord de la cité jusqu'à la rue Dufferin, et de là suivant le centre de la rue Dufferin jusqu'au point de départ.

Quar-
tier 5.

Le quartier 5 comprend le territoire situé dans les limites suivantes:

Partant à un point situé au centre de la rue Saint-Charles à la limite sud de la cité, de là suivant la ligne centrale de la rue Saint-Charles jusqu'à la rue Saint-Jacques, de là suivant la ligne centrale de la rue Saint-Jacques jusqu'aux limites ouest de la cité, de là suivant la ligne limitative ouest et sud de la cité jusqu'au point de départ.

Quar-
tier 6.

Le quartier 6 comprend le territoire situé dans les limites suivantes:

Partant à un point situé au centre de la rue Paré à l'extrémité nord de la cité et suivant la ligne centrale de la rue Paré jusqu'à la rue Principale, de là suivant la ligne centrale de la rue Principale jusqu'à la rue Saint-Charles, de là suivant le centre de la rue Saint-Charles jusqu'à la rue Duvernay, de là suivant la ligne centrale de la rue Duvernay jusqu'à la rue Saint-Viateur, de là suivant la ligne centrale de la rue Saint-Viateur jusqu'aux limites nord de la cité, de là suivant la ligne limitative nord de la cité jusqu'au point de départ.

Quar-
tier 7.

Le quartier 7 comprend le territoire situé dans les limites suivantes:

Partant à un point situé au centre de la rue Principale au coin de la rue Saint-Charles et suivant la ligne centrale de la rue Principale jusqu'aux limites ouest de la cité, de là suivant la ligne limitative ouest de la cité jusqu'à la rue Saint-Jacques, de là suivant la ligne centrale de la rue Saint-Jacques jusqu'à la rue Saint-Charles, de là suivant la ligne centrale de la rue Saint-Charles jusqu'au point de départ.

Quar-
tier 8.

Le quartier 8 comprend le territoire situé dans les limites suivantes:

Partant à un point situé au centre de la rue Principale au coin de la rue Saint-Charles, suivant la ligne centrale de la rue Saint-Charles jusqu'à la rue Duver-

boundary line of the city to Dufferin street, and thence along the middle of Dufferin street to the starting point.

Ward 5 shall comprise the territory Ward 5. situated within the following limits:

Starting from a point located in the middle of St. Charles street at the south limit of the city, thence along the center line of St. Charles street to St. James street, thence along the center line of St. James street to the west limits of the city, thence along the west and south boundary line of the city to the starting point.

Ward 6 shall comprise the territory Ward 6. situated within the following limits:

Starting from a point located in the middle of Paré street at the north boundary of the city and along the center line of Paré street to Main street, thence along the center line of Main street to St. Charles street, thence along the middle of St. Charles street to Duvernay street, thence along the center line of Duvernay street to St. Viateur street, thence along the center line of St. Viateur street to the north limits of the city, thence along the north boundary line of the city to the starting point.

Ward 7 shall comprise the territory Ward 7. situated within the following limits:

Starting from a point located in the center of Main street at the corner of St. Charles street and along the center line of Main street to the west limits of the city, thence along the west boundary line of the city to St. James street, thence along the center line of St. James street to St. Charles street, thence along the center line of St. Charles street to the starting point.

Ward 8 shall comprise the territory Ward 8. situated within the following limits:

Starting from a point located in the center of Main street at the corner of St. Charles street, along the center line of St. Charles street to Duvernay street,

nay, de là suivant la ligne centrale de la rue Duvernay jusqu'à la rue Saint-Viateur, de là suivant la ligne centrale de la rue Saint-Viateur jusqu'aux limites nord de la cité, suivant la ligne limitative nord de la cité vers l'ouest jusqu'à la rue Principale, de là suivant la ligne centrale de la rue Principale vers le sud jusqu'au point de départ."

thence along the center line of Duvernay street to St. Viateur street, thence along the center line of St. Viateur street to the north limits of the city, along the north boundary line of the city towards the west to Main street, thence along the center line of Main street towards the south to the starting point."

1916, (2),
c. 70,
a. 15,
remp.
Conseil.

2. L'article 15 de la loi 7 George V, chapitre 70 est remplacé par le suivant:

"**15.** A compter de la date des élections du maire et des échevins au mois de janvier 1955, la cité de Granby sera régie et ses affaires seront administrées par un conseil électif composé d'un maire et de huit échevins élus en bloc tous les trois ans, un pour chaque quartier de la cité.

Rotation. Les deux échevins élus au mois de janvier 1952 le seront pour trois ans.

Idem. Les deux échevins élus au mois de janvier 1953 le seront pour un terme de deux ans.

Idem. Le maire et les deux échevins élus au mois de janvier 1954 le seront pour un terme d'un an."

S.R.,
c. 233,
a. 26,
mod. pour
la cité.

3. L'article 26 de la Loi des cités et villes (Statuts refondus, 1941, chapitre 233) est modifié, pour la cité, en ajoutant après les paragraphe 6° les suivants:

Octrois. "7° Octroyer des deniers pour aider dans la ville ou ailleurs;

a) aux sociétés scientifiques, artistiques, littéraires, patriotiques, sportives, récréatives, agricoles ou avicoles;

b) à toutes communautés religieuses, hôpitaux, orphelinats et dispensaires;

c) à toutes institutions, associations, conférences ou organisations de charité, d'orientation, d'hygiène social, de tourisme, de bien-être social, moral ou physique;

d) aux associations de scouts et de guides;

2. Section 15 of the act 7 George V, 1916, (2), chapter 70 is replaced by the following:
c. 70, s. 15, replaced.

"**15.** From and after the date of election of the mayor and aldermen in the month of January 1955, the city of Granby shall be governed and its affairs managed by an elective council consisting of a mayor and eight aldermen elected as a whole every three years, one for each ward of the city.

The two aldermen elected in the month of January 1952 shall be elected for three years. Rotation.

The two aldermen elected in the month of January 1953 shall be elected for a two year term. Idem.

The mayor and the two aldermen elected in the month of January 1954 shall be elected for a one year term. Idem.

3. Section 26 of the Cities and Towns Act (Revised Statutes, 1941, chapter 233) is amended, for the city, by adding after paragraph 6 the following paragraphs:
R.S., c. 233, s. 26, am. for city.

"7. Grant moneys to assist, in the city or elsewhere: Grants.

a. scientific, artistic, literary, patriotic, sporting, recreational, farming or poultry associations;

b. any religious community, hospital, orphanage or dispensary;

c. any institution, association, conference or organization existing for purposes of charity, vocational guidance, social hygiene, travel or social, moral or physical welfare;

d. boy scouts and girl guides associations;

e) aux foyers et maisons de refuge;
f) pour maintenir ou aider à l'établissement et au maintien de bibliothèques publiques et musées publics et contribuer à l'entretien des chemins d'hiver en dehors de la ville, le tout aux conditions que le conseil pourra imposer.

Les octrois ainsi appropriés ne devront pas dépasser la somme totale de dix mille dollars annuellement et cette somme pourra être distribuée au gré du conseil en vertu de résolutions.

Organisa-
tion des
loisirs,
etc.

"8° Passer des contrats avec des associations pour fins d'organisation des loisirs en cette cité, pour la gestion et l'administration de ses terrains de jeux, de son stade, de ses patinoires ou autres lieux publics d'amusement et leur accorder, à même ledit montant de dix mille dollars prévu au paragraphe précédent, les fonds nécessaires à cette fin, aux conditions que le conseil pourra établir par simple résolution."

S.R.,
c. 233,
a. 64,
remp.
pour la
cité.

Services
gratuits.

4. La Loi des cités et villes est modifiée, pour la cité, en remplaçant l'article 64 par le suivant:

"64. Le maire et les échevins ne reçoivent pour leurs services, ni salaire, ni profit, ni indemnité, sous quelque forme que ce soit.

Rémuné-
ration.

Le conseil peut néanmoins, par un vote des deux tiers des échevins, adopter un règlement accordant une rémunération, mais ce règlement n'entre en vigueur qu'après avoir été approuvé par les électeurs propriétaires qui ont voté sur tel règlement.

Frais de
repré-
sentation.

Cette rémunération sera considérée comme des frais de représentation."

S.R.,
c. 233,
a. 129b,
aj. pour
la cité.

5. La Loi des cités et villes est modifiée pour la cité, en ajoutant après l'article 129a édicté pour la cité, par l'article 3 de la loi 1 George VI, chapitre 107, le suivant:

Vote des
coopé-
ratives, etc.

"129b. Les syndicats coopératifs et les sociétés coopératives agricoles et les

e. homes and houses of refuge;
f. to maintain or aid in the establishment and maintenance of public libraries and museums, and contribute to the upkeep of winter roads outside the city, the whole on such conditions as the council may prescribe.

The grants so appropriated shall not exceed the total sum of ten thousand dollars annually and such sum may be distributed by resolution at the will of the council;

"8. Make contracts with associations for purposes of recreational guidance in the city, for the management and administration of its playgrounds, stadium, skating rinks or other public places of amusement, and grant them, out of the said sum of ten thousand dollars contemplated in the preceding paragraph, the necessary funds for that purpose, on such conditions as the council may establish by mere resolution."

Recrea-
tional
guidance,
etc.

4. The Cities and Towns Act is amended, for the city, by replacing section 64 by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 64, re-
placed
for city.

"64. The mayor and aldermen shall not receive any salary, profit or indemnity, in any form whatsoever, for their services.

Services
gratui-
tous.

Nevertheless the council may, by a two-thirds vote of the aldermen, enact a by-law to provide remuneration; but such by-law shall only come into force after the same is approved by the electors who are property-owners and who have voted on such by-law.

Remuner-
ation.

Such remuneration shall be considered as entertainment expenses."

Entertain-
ment
expenses.

5. The Cities and Towns Act is amended, for the city, by adding, after section 129a enacted for the city by section 3 of the act 1 George VI, chapter 107, the following:

R.S.,
c. 233,
s. 129b,
added
for city.

"129b. Cooperative syndicates and cooperative agricultural associations and

Vote of
coopera-
tives, etc.

coopératives d'électricité peuvent, aux mêmes conditions que les compagnies à fonds social, exercer le droit de vote conféré à ces dernières par l'article précèdent."

electricity cooperatives may exercise, on the same conditions as joint-stock companies, the right to vote conferred upon the latter by the preceding section."

6. Le paragraphe 1° de l'article 426 de la Loi des cités et villes remplacé, pour la cité, par l'article 5 de la loi 1 George VI, chapitre 107, est modifié en remplaçant le deuxième alinéa dudit paragraphe par le suivant:

Partie de règlement modifié. "La partie du règlement de zonage et de construction de la cité de Granby qui concerne spécialement la réglementation de la construction, pourra être modifiée par la cité sans obligation de le soumettre au vote des électeurs propriétaires."

6. Paragraph 1 of section 426 of the R.S., Cities and Towns Act as replaced, for the city, by section 5 of the act 1 George VI chapter 107, is amended by replacing the second paragraph thereof by the following:

"The portion of the zoning and building by-law of the city of Granby which specially relates to the regulation of building, may be amended by the city without the obligation of submitting it to the vote of the electors who are property-owners."

7. L'article 429 de la Loi des cités et villes modifié, pour la cité, par l'article 8 de la loi 1 George VI, chapitre 107, est de nouveau modifié, pour la cité, en ajoutant après le paragraphe 1^a, le suivant:

Rues, etc., propriété de la cité. "1^b. Les rues, ruelles, chemins publics, places publiques et les trottoirs actuellement ouverts à l'usage du public dans les limites de la cité, sont sensés être des chemins, places et trottoirs publics et la propriété de la cité sur toute leur superficie et toute réclamation et droit d'action de propriété du fonds de terrain ou de l'assiette est absolument éteint et prescrit, s'il n'a pas été exercé par action intentée devant une cour de justice compétente, dans l'année de la sanction de la présente loi qui devra être publiée durant deux semaines consécutives, deux fois dans l'année à intervalle de six mois dans un journal français et anglais dans la cité."

7. Section 429 of the Cities and Towns Act as amended, for the city, by section 8 of the act 1 George VI, chapter 107, is again amended for the city by adding after paragraph 1 *a*, the following paragraph:

"1^b: The streets, lanes, public roads, public places and the sidewalks now open to the use of the public within the limits of the city shall be deemed public roads, places or sidewalks and the property of the city for their whole extent, and every claim and right of action for the ownership of the ground or site shall be absolutely extinguished and prescribed, if it be not exercised by suit brought before a court of competent jurisdiction within one year following the sanction of this act, which must be published during two consecutive weeks twice during the year at an interval of six months in a French and in an English newspaper in the city."

8. La Loi des cités et villes est modifiée, pour la cité, en y ajoutant, après l'article 526*a*, édicté, pour la cité, par l'article 12 de la loi 1 George VI, chapitre 107, le suivant:

8. The Cities and Towns Act is amended, for the city, by adding after section 526*a* enacted, for the city, by section 12 of the act 1 George VI, chapter 107 the following:

Défini- tions:	"526b. 1. Pour les fins du présent article, à moins que le contexte ne présente un sens différent:	"526b. 1. In this section, unless the context indicates a different meaning:	Defini- tions:
"ache- teur";	a) "acheteur" désigne toute personne qui acquiert d'un vendeur, par une vente en détail dans le territoire ci-dessous mentionné, un bien mobilier;	a. "purchaser" means any person who acquires from a vendor moveable property at a retail sale in the territory hereinbelow mentioned;	"pur- chaser";
"bien mo- bilier";	b) "bien mobilier" signifie tout bien qui n'est pas immeuble d'après les lois de cette province et comprend le gaz et l'électricité et aussi le service local de téléphone seulement;	b. "moveable property" means all property which is not considered immoveable by the laws of the Province, and includes gas and electricity, and also local telephone service only;	"movea- ble pro- perty";
"person- ne";	c) "personne" désigne et inclut tout individu, compagnie, corporation, succession, association, sequestre, syndic de faillite, liquidateur, fiduciaire, administrateur ou agent;	c. "person" includes any individual, company, corporation, estate, association, receiver, trustee in bankruptcy, liquidator, fiduciary trustee, administrator or agent;	"person";
"prix de vente"; "prix d'achat";	d) "prix de vente" ou "prix d'achat" signifie le prix en argent et aussi la valeur de services rendus, la valeur réelle de l'objet échangé et toute considération ou prestation acceptée par le vendeur comme prix de l'objet du contrat de vente. Ceci inclut tous frais d'installation de l'objet vendu, tous frais d'intérêt, de finance et de service, tous frais de douane, d'accise et de transport, même si aucune mention distincte n'en est faite sur la facture ou dans les livres du vendeur;	d. "sale price" or "purchase price" means a price in money, and also the value of services rendered, the actual value of the thing exchanged, and other considerations or prestations accepted by the vendor as price of the thing covered by the contract of sale. They shall include the charges for the installation of the thing sold, interest, finance, service, customs, excise and transportation, even when such are not shown separately in the invoice or in the vendor's books;	"sale price"; "purchase price";
"vente";	e) "vente" comprend une vente pure et simple, une vente conditionnelle, une vente à tempérament, un échange, un bail et tout autre contrat, où, pour un prix ou toute autre considération, une personne livre ou s'oblige à livrer à une autre personne un bien mobilier;	e. "sale" includes a sale pure and simple, a conditional sale, a sale by instalments, an exchange, lease or any other contract whereby for a price or any other consideration a person delivers or binds himself to deliver moveable property to another;	"sale";
"vente en détail";	f) "vente en détail" signifie toute vente faite à un acheteur ou à un usager pour fins de consommation ou d'usage et non de revente;	f. "retail sale" means a sale made to a purchaser or user for purposes of consumption or use, and not for resale;	"retail sale";
"usager";	g) "usager" signifie toute personne, qui dans le territoire, utilise, un bien mobilier pour son usage propre ou pour l'usage de toutes autres personnes à sa charge;	g. "user" means any person who, within the territory, utilises any moveable property for his own use or the use of any of his dependants;	"user";
"ven- deur";	h) "vendeur" signifie toute personne qui vend en détail, dans le territoire, quelque bien mobilier pour fins de consommation ou d'usage et non de revente;	h. "vendor" means any person who makes a retail sale of any property within the territory, for purposes of consumption or use and for resale;	"vendor";

"territoire";

i) "territoire" signifie le territoire compris dans les limites de la cité de Granby;

"cité".

j) "cité" signifie la cité de Granby;

Taxe de vente autorisée.

2. La cité peut imposer par règlement et prélever, à compter de l'entrée en vigueur de la présente loi inclusivement, en sus de toute autre taxe, une taxe spéciale dite "taxe de vente" n'excédant pas deux pour cent du prix de vente ou d'achat, en détail, sauf les exceptions ci-après énumérées, de tout bien meuble, effet mobilier, toute marchandise et tout article de commerce quelconque, y compris le gaz et l'électricité utilisée pour l'éclairage, la force motrice ou la chaleur, et le service de téléphone vendus dans les limites du territoire.

Achat hors du territoire.

Toute personne résidant ordinairement dans le territoire ou y faisant affaires qui, elle-même ou par l'intermédiaire de toute autre, y apporte ou fait en sorte qu'il y soit apporté ou qu'il lui soit livré quelque bien mobilier, pour consommation ou usage dans le territoire, doit immédiatement en faire rapport au trésorier de la cité, en lui transmettant ou produisant la facture, s'il y en a, avec tout renseignement que celui-ci pourra exiger, et, en outre, doit payer à la cité, sur le prix d'achat, la même taxe sur la consommation ou l'usage de ce bien qui eût été payé, si ce bien avait été acheté au même prix à une vente en détail dans ledit territoire.

Idem.

Tout acheteur ou usager qui, après l'entrée en vigueur de la présente loi, prend livraison d'un bien mobilier acquis par lui pour consommation ou usage dans ledit territoire doit, à l'époque où il prend livraison, payer au trésorier de la cité une taxe égale à deux pour cent du prix de détail de ce bien. Cependant, ladite taxe ne sera pas prélevée dans le cas où une taxe semblable est également imposée dans la province de Québec sur cette vente, au bénéfice d'une autre municipalité dans laquelle ladite vente a eu lieu.

i. "territory" means the territory comprised within the limits of the city of Granby;

j. "city" means the city of Granby. "city".

2. The city may impose by by-law and levy, from the coming into force of this act inclusive, in addition to any other tax, a special tax called "sales tax" not exceeding two per cent of the retail sale or purchase price, subject to the exemptions hereinafter enumerated, of any moveables, moveable effects, merchandise and any article of trade whatsoever, including gas and electricity used for lighting, power or heating and telephone service, sold within the limits of the territory.

Sales tax authorized.

Every person ordinarily residing within the territory or carrying on business therein who, himself or through the instrumentality of any other person, brings or causes to be brought or delivered there any moveable property, for consumption or use in the territory, shall immediately report the matter to the city treasurer by transmitting or producing to him the invoice, if any, with any information which the treasurer may require and shall moreover pay to the city, on the purchase price, the same tax on the consumption or use of such property as would have been paid if the property had been purchased at the same price at a retail sale in the said territory.

Purchase outside territory.

Every purchaser or user who, after the coming into force of this act, takes delivery of any moveable property acquired by him for consumption or use in the said territory shall, at the time of taking delivery, pay to the city treasurer a tax equal to two per cent of the retail price of such property. However, the said tax shall not be levied when a similar tax is also imposed in the Province of Quebec on such sale, for the benefit of another municipality in which such sale took place.

Idem.

Double
imposi-
tion pro-
hibée.

Il ne pourra y avoir double imposition de la taxe de vente et de la taxe d'usage ou de consommation contre la même personne relativement au même achat, usage ou consommation.

Excep-
tions.

3. La présente taxe ne s'applique pas :

a) aux obligations et actions de corporation;

b) à tous autres titres, valeurs mobilières ou monnaies;

c) à toutes transactions faites par l'entremise de Canadian Commodity Exchange Inc.;

d) aux créances, droits d'actions, droits incorporels, annuités, primes d'assurances;

e) à la bière et au tabac;

f) à la gasoline et au kérozène (huile de charbon);

g) aux denrées alimentaires, à l'exclusion des friandises et des pâtisseries;

h) aux provisions ou marchandises vendues par un cultivateur, un horticulteur, un pépiniériste, un aviculteur ou un apiculteur, et provenant de son exploitation;

i) aux outils, instruments aratoires, outillages de ferme, tracteurs, véhicules à traction animale, et à leurs pièces de rechange, acquis par un agriculteur de bonne foi pour les besoins de sa ferme, ni aux chevaux, harnais, bestiaux, fils métalliques ou treillis pour clôtures, également achetés par un agriculteur de bonne foi pour les besoins de sa ferme;

j) aux bateaux, filets de pêche et autres agrès de pêche achetés par un pêcheur de bonne foi pour l'exercice de son métier;

k) à l'eau naturelle, distillée ou ozonisée;

l) aux médicaments livrés sur prescription de médecin, aux membres artificiels et aux appareils d'orthopédie;

m) aux prix des places en tramways, autobus, bateaux, chemins de fer ou autres moyens de transport terrestre, naval ou aérien, ni aux taux de péage;

There shall be no double imposition of the sales, use or consumption tax against the same person in relation with the same purchase, use or consumption.

No double
imposi-
tion.

3. This tax shall not apply to the following:

Excep-
tions.

a. Bonds and shares of a corporation;

b. All other intangible property, all securities, all moneys;

c. All transactions made through the Canadian Commodity Exchange Inc.;

d. All debts, rights of action incorporeal rights, annuities, insurance premiums;

e. Beer and tobacco;

f. Gasoline and kerosene (coal oil);

g. Foodstuffs, not including candies and confectioneries;

h. Provisions or merchandise sold by a farmer, horticulturist, nurseryman, aviculturist or apiculturist and produced through the pursuit of his undertaking;

i. Tools, farm implements, farm machinery, tractors, animal-drawn vehicles, and parts for the same, acquired by a *bona fide* farmer to be used for the needs of his farm; horses, harness for horses, livestock, metal wire or netting for fences, also purchased by a *bona fide* farmer to be used for the needs of his farm;

j. Boats, fishing nets and any other fishing apparatus purchased by a *bona fide* fisherman to be used in his trade;

k. Natural water, distilled water and ozonized water;

l. Medicaments on doctors' prescriptions, artificial limbs and orthopaedic appliances;

m. Fares on tramways, autobuses, boats, railroads or other transportation systems by land, water or air and toll fares;

n) aux prix d'admission à un lieu d'amusement, défini par la Loi des droits sur les divertissements (Statuts refondus, 1941, chapitre 85) et amendements;

o) aux ventes au gouvernement fédéral ou au gouvernement provincial;

p) aux ventes faites à la fabrique ou aux syndics d'une paroisse; ou à une société ou compagnie de cimetière, à un hôpital, pour les fins de leur œuvre, ni aux ventes faites par eux;

q) aux ventes faites par autorité de justice;

r) aux ventes faites par toute personne exploitant un commerce dans le territoire lorsque la marchandise ainsi vendue est expédiée en dehors du territoire, pour consommation ou usage en dehors du territoire;

s) aux repas;

t) aux périodiques et livres imprimés; aux fournitures de classe, sans y comprendre les crayons automatiques et plumes réservoir;

u) aux messages télégraphiques;

v) aux grains et moutures, graines de semence, fertilisants, insecticides et fongicides, aux savons et autres produits servant au nettoyage, ni aux tuyaux de drainage pour fins agricoles;

w) au charbon, au bois de chauffage et à la glace;

x) aux vêtements d'enfants et chaussures d'enfants;

y) aux ventes pour un prix de dix cents ou moins;

Vente
avant
règlement
en
vigueur.

La taxe n'est pas exigible lorsque la vente a été faite de bonne foi avant l'entrée en vigueur du règlement prévu au paragraphe 2 du présent article. La taxe n'est pas exigible lorsqu'il s'agit d'achats faits pour exécuter un contrat d'entreprise à forfait passé avant l'entrée en vigueur dudit règlement, et si elle a été payée, la cité est autorisée à faire remise.

Exception.

Cependant, toute marchandise livrée après l'entrée en vigueur dudit règlement, en raison d'un contrat à forfait

n. Prices of admission to places of amusement, as defined by the Amusement Tax Act (Revised Statutes, 1941, chapter 85) and amendments;

o. Sales to the Federal Government or to the Provincial Government;

p. Sales made to a *fabrique* or the trustees of a parish or to a cemetery society or company or to a hospital, for the purposes of their work, and sales made by them;

q. Sales by judicial authority;

r. Sales made by any person carrying on business in the territory, when the merchandise thus sold is shipped outside the territory, for consumption or use outside the territory;

s. Meals;

t. Printed books and periodicals; classroom supplies, not including automatic pencils or fountain-pens;

u. Telegraph messages;

v. Grain and mill feeds, seeds, fertilizers, insecticides and fungicides, soaps and other products used for cleaning; drain tiles for agricultural purposes;

w. Coal, firewood and ice;

x. Children's clothing and children's footwear;

y. Sales for a price of ten cents or less.

The tax is not exigible when the sale has been effected in good faith before the coming into force of the by-law provided for in subsection 2 of this section. The tax is not exigible in the case of purchase made to carry out a contract for an undertaking by the job entered into before the coming into force of the said by-law, and, if paid, the city is authorized to remit the same.

Sale
before
by-law
in force.

Nevertheless, any goods delivered, after the coming into force of the said by-law, under a contract by the job or

Exception.

ou d'un contrat de livraison passé avant telle entrée en vigueur, est assujettie à la taxe.

Vente
annulée.

Quant une vente est annulée, la taxe n'est prélevée que sur la partie du prix gardée par le vendeur. Il en est de même lorsque la chose vendue est retournée ou refusée.

Échange.

Lorsqu'une personne donne en échange pour partie du prix d'une marchandise qu'elle achète, une autre marchandise de même espèce, la taxe n'est payable que sur la balance du prix d'achat.

Percep-
tion.

4. La taxe doit être payée par l'acheteur lors de la vente, que le prix soit stipulé payable comptant, à terme ou par versements, et doit être perçue par le vendeur qui est constitué par le présent article l'agent de la cité de Granby pour la percevoir. Cet agent doit tenir un compte de la taxe de vente perçue et à percevoir et faire remise de la taxe perçue à la cité, le tout suivant les dispositions du règlement que la cité adoptera en vertu du présent article.

Recours
du ven-
deur.

Pour percevoir cette taxe, le vendeur a contre son acheteur le même recours que pour son prix de vente.

Vendeur
hors du
territoire.

5. Le vendeur, qui a sa place d'affaires ou son établissement de commerce en dehors du territoire n'est pas tenu de percevoir la taxe même si la vente est faite à un acheteur ayant son domicile, sa résidence ou sa place d'affaires dans le territoire.

Paiement
direct.

Dans tous les cas où la taxe est payable et que le vendeur n'est pas obligé de la percevoir, cette taxe doit être payée par l'acheteur à la cité.

Conven-
tions
entre
muni-
cipalités.

Cependant, si le vendeur a son établissement ou place d'affaires dans une ville ou municipalité qui perçoit déjà une taxe sur les ventes en détail, la cité pourra conclure une entente avec telle ville ou municipalité aux fins de l'autoriser à percevoir la taxe qui serait autrement payable par l'acheteur à la cité

under a contract for delivery entered into prior to such coming into force, shall be subject to the tax.

When a sale is annulled, the tax is levied only on that part of the price retained by the vendor. The case is the same when the thing sold is returned or refused.

When a person gives in exchange, for part of the price of merchandise purchased by him, other merchandise of the same kind, the tax shall be payable only on the balance of the purchase price.

4. The tax shall be paid by the purchaser at the time of the sale, whether the price is stipulated payable cash, on terms or by instalments, and shall be collected by the vendor who is constituted by this section the agent of the city of Granby for the collection of the same. This agent shall keep an account of the tax collected and to be collected and shall remit the tax collected to the city, according to the provisions of the by-law, which the city shall adopt in virtue of this section.

For the collection of this tax, the vendor has the same recourse against the purchaser as for his sale price.

5. A vendor having his place of business or commercial establishment outside of the territory shall not be bound to collect the tax even if the sale be made to a purchaser having his domicile, residence or place of business in the territory.

In all cases in which the tax is payable and the vendor is not obliged to collect it, such tax must be paid by the purchaser to the city.

If, however, the vendor has his establishment or place of business in a town or municipality which already collects a tax on retail sales, the city may arrange with such town or municipality to be authorized to collect the tax which, otherwise, would be payable by the purchaser to the city, as if the sale had

comme si la vente eût été faite dans les limites mentionnées dans le présent article.

Vente de
plusieurs
objets.

6. Si une vente comprend plusieurs articles ou objets, la taxe est calculée sur le total du prix des articles ou objets compris dans ladite vente et non sur le prix de chaque article ou objet séparément.

Compu-
tation.

Dans la computation de la taxe, toute fraction d'un centin est comptée pour un centin entier que l'acheteur doit payer.

Privilège.

7. Toute personne chargée de percevoir la taxe devient débitrice envers la cité du montant de la taxe qu'elle a perçue. La créance de la cité contre telle personne constitue une créance privilégiée sur les biens meubles et effets mobiliers de cette personne et prend le même rang que toute autre taxe personnelle ou mobilière imposée par la cité.

Paiement
obliga-
toire.

8. Il est défendu à toute personne d'acheter au détail, dans les cas prévus au présent article, sans payer au vendeur, lors de l'achat, la taxe imposée, et il est défendu au vendeur de faire remise directement ou indirectement de la taxe à l'acheteur.

Idem.

Il est défendu à tout vendeur d'annoncer ou de faire savoir au public d'une façon quelconque, directement ou indirectement, que la taxe, dont l'imposition est autorisée par le présent article, ne sera pas payable ou payée par l'acheteur.

Règle-
ments,
etc. de
percep-
tion.

9. La cité peut, en tout temps, adopter les règlements et autres mesures qu'elle jugera nécessaires ou utiles pour assurer la perception de la taxe qu'elle imposera, et sans restreindre la portée de la disposition qui précède, pour définir ce qui constitue, pour les fins du présent article et de l'imposition de la taxe, une vente ou un achat en détail; pour déterminer sur quel montant doit être computed la taxe lorsque le prix payable par l'acheteur comprend en même temps le prix ou la valeur du travail fourni par le vendeur ou de l'usage d'un objet fourni par ce dernier;

been made within the limits mentioned in this section.

6. If a sale includes several articles or objects, the tax is computed on the total of the price of the articles or objects included in the said sale and not on the price of each article or object separately.

Several
articles
sold.

In the computation of the tax, any fraction of a cent is counted as a whole cent, which the purchaser shall pay.

Compu-
tation.

7. Any person entrusted with the collection of the tax shall become a debtor of the city for the amount of the tax collected. The claim of the city against such person shall constitute a privileged claim on the moveables and moveable effects of such person and shall have the same rank as any other personal or moveable tax imposed by the city.

Privilege.

8. It shall be unlawful for any person to make retail purchases, in the cases provided in this section, without paying to the vendor, at the time of purchase, the tax imposed, and it shall be unlawful for the vendor to remit the tax to the purchaser, either directly or indirectly.

Obliga-
tory pay-
ment.

It shall be unlawful, for any vendor to advertise or let it be known to the public in any manner whatsoever, directly or indirectly, that the tax, the imposition whereof is authorized by this section, shall not be payable or paid by the purchaser.

Idem.

9. The city may at any time adopt the by-laws and other measures which it may deem necessary or useful to assure the collection of the tax which it shall impose and without limiting the scope of the foregoing provision, to define what constitutes, for the purposes of this section and for the imposition of the tax, a retail sale or purchase; to determine upon what amount the tax shall be computed when the price payable by the purchaser includes at the same time the price or the value of the work furnished by the vendor or of the use of an article furnished by the latter; to oblige every

By-laws
etc., for
collecting
tax.

pour obliger tout vendeur à ajouter sur ses factures le montant de la taxe payable ou payée par l'acheteur; pour obliger toute personne chargée de percevoir la taxe à tenir, de la manière indiquée par la cité et jour par jour, un compte séparé de la taxe perçue et à percevoir, à lui faire rapport par écrit, sous serment, aux dates qu'elle fixera et suivant les formules qu'elle fournira, à lui faire remise de la taxe perçue aux dates et de la manière qu'elle déterminera, à laisser visiter son ou ses établissements, à laisser examiner ses livres ou autres documents par son secrétaire-trésorier ou par toute personne la représentant, pour vérifier si les prescriptions du présent article et des règlements adoptés par elle sont observés et pour établir le montant de la taxe perçue et à percevoir; et pour obliger toute personne ainsi que ses officiers et employés à fournir au secrétaire-trésorier de la cité ou à ses représentants tous renseignements qu'ils pourront exiger.

Adoption
et effet
du règle-
ment.

Tout règlement autorisé par le présent article pourra être adopté par la cité sans qu'il soit nécessaire d'en donner préalablement avis et dès qu'il sera adopté, tel règlement, après avoir été publié dans deux numéros consécutifs d'un journal de langue française et d'un journal de langue anglaise publiés dans la cité, aura dans le territoire effet et force obligatoire.

Serment.

10. Toute personne, tenue de fournir à la cité un rapport sous serment, pourra prêter ce serment devant un notaire public ou un commissaire de la Cour supérieure pour le district de Bedford, devant le trésorier de la cité ou son assistant, devant le greffier de la cité, lesquels sont autorisés, par le présent paragraphe, à recevoir tel serment.

Peine
pour in-
fraction.

11. Si le vendeur ne fait pas le rapport exigé, le secrétaire-trésorier de la cité établit, au meilleur de sa connaissance, le montant de la taxe perçue et à perce-

vendor to add to his invoices the amount of the tax payable or paid by the purchaser; to oblige any person entrusted with the collection of the tax to keep, in the manner indicated by the city and day by day, a separate account of the tax collected and to be collected, to make a written report to the city, under oath, on the dates which shall be fixed and on the forms which shall be supplied by the city, to remit to the city the tax collected, on the dates and in the manner determined by the said city, to allow his establishment or establishments to be visited, to allow his books and other documents to be examined by its secretary-treasurer or by any person representing him, in order to verify if the provisions of this section and of the by-laws adopted by the city are complied with and to establish the amount of the tax collected and to be collected; and to oblige every person as well as his officers and employees to furnish to the secretary-treasurer of the city or his representatives any information they may require.

Any by-law authorized by this section may be adopted by the city without it being necessary to give prior notice thereof and, as soon as it shall have been adopted, such by-law, after having been published in two consecutive issues of a French newspaper and of one English newspaper published in the city shall have binding force and effect in the territory.

Adoption
and effect
of by-law.

10. Every person required to furnish to the city a report under oath may take such oath before a notary or a commissioner of the Superior Court for the district of Bedford, before the treasurer of the city or his assistant or before the clerk of the city of Granby who are hereby authorized to administer such oath.

11. If the vendor does not make the report required, the secretary-treasurer of the city shall establish, to the best of his knowledge, the amount of the tax

Offense
and
penalty.

voir ou à payer, lequel montant ainsi établi est alors considéré être le montant véritable dû à la cité. La preuve que le montant ainsi établi n'est pas exact est à la charge du débiteur.

Peine
pour in-
fraction.

12. Toute personne qui, étant l'agent de la cité pour les fins du présent article, refuse ou néglige de percevoir la taxe imposée ou d'en tenir compte, commet une infraction au présent article et est passible, pour chaque infraction, en sus du paiement des frais, d'une amende d'au moins cinq dollars mais n'excédant pas mille dollars, et à défaut de paiement de l'amende et des frais, d'un emprisonnement n'excédant pas trois mois.

Idem.

Toute personne qui fait un achat tel que prévu au présent article sans payer la taxe imposée, commet une infraction et est passible pour chaque infraction, en sus du paiement de la taxe et des frais, d'une amende n'excédant pas cent dollars, et à défaut de paiement de la taxe imposée, de l'amende et des frais, d'un emprisonnement n'excédant pas un mois.

Idem.

Toute personne qui, étant l'agent de la cité pour les fins du présent article, annonce ou fait savoir au public d'une façon quelconque, directement ou indirectement, que la taxe imposée ne sera pas payée par l'acheteur, commet une infraction au présent article et est passible, pour chaque infraction, d'une amende d'au moins dix dollars et d'au plus cent dollars en sus des frais, et, à défaut de paiement de ladite amende et des frais, d'un emprisonnement n'excédant pas un mois.

Idem.

Toute personne qui, étant l'agent de la cité pour les fins du présent article, fait remise à l'acheteur de la taxe que ce dernier doit payer, commet une infraction au présent article et est passible, pour chaque infraction, en sus du paiement des frais, d'une amende d'au moins dix dollars, et d'au plus cinq cents dollars, et à défaut de paiement

collected and to be collected or to be paid, which amount so established shall then be considered as being the actual amount due to the city. The burden of proof that the amount so established is not correct shall be upon the debtor.

12. Every person who, being the agent of the city for the purposes of this section, refuses or neglects to collect the tax imposed or to keep an account thereof, infringes the present section and shall be liable, for each infringement, in addition to the payment of the costs, to a fine of at least five dollars and of not more than one thousand dollars, and, in default of payment of the fine and costs, to an imprisonment not exceeding three months.

Offense
and
penalty.

Every person making a purchase as provided for in this section without paying the tax imposed commits an infringement and shall be liable for each infringement, in addition to the payment of the tax imposed and of the costs, to a fine not exceeding one hundred dollars, and, in default of payment of the tax imposed, fine and costs, to an imprisonment not exceeding one month.

Every person who, being the agent of the city for the purposes of this section, advertises or lets it be known to the public in any manner whatsoever, directly or indirectly, that the tax imposed shall not be paid by the purchaser, infringes the present section and shall be liable, for each infringement, to a fine of at least ten dollars and of not more than one hundred dollars in addition to the costs, and, in default of payment of the fine and costs, to an imprisonment not exceeding one month.

Every person who, being the agent of the city for the purposes of this section, remits to the purchaser the tax which the latter is to pay, infringes the present section and shall be liable for each infringement, in addition to the costs to a fine of at least ten dollars and of not more than five hundred dollars, and in default of payment of the fine and costs,

de l'amende et des frais, d'un emprisonnement n'excédant pas un mois.

Peine
pour in-
fraction.

Toute personne qui, étant l'agent de la cité pour les fins du présent article, refuse ou néglige de remettre à la cité, la taxe qu'elle a perçue, commet une infraction au présent article et est passible, pour chaque infraction, en sus du paiement de la taxe perçue et des frais, d'une amende d'au moins dix dollars et d'au plus mille dollars et à défaut de paiement de l'amende et des frais et de la taxe perçue, d'un emprisonnement n'excédant pas trois mois.

Récidive.

Dans le cas de récidive pour chacune des infractions définies au présent paragraphe 12, le maximum de l'amende et de l'emprisonnement sera du double de celui prévu précédemment.

Amende.

La cité peut, par tout règlement passé en vertu du présent article, imposer pour toute autre infraction que celles définies au paragraphe 12 ci-dessus, par toute personne à tel règlement une amende de pas plus de cinquante dollars pour chaque infraction.

Obliga-
tion du
contreve-
nant.

14. Le paiement des amendes et pénalités, imposées par le présent article et par tout règlement adopté par la cité ne libérera pas le contrevenant de l'accomplissement des obligations et devoirs qui lui sont imposés par le présent article et par les règlements.

Infraction
par com-
pagnie.

15. Lorsqu'une infraction à l'un des règlements de la cité est commise par une compagnie ou une corporation, l'amende que la cité peut imposer pourra être pour un montant double de celui qu'elle peut imposer à une autre personne.

Récidive.

16. Dans le cas de récidive, la cité peut également imposer, pour chaque infraction à ses règlements, des amendes et pénalités plus fortes, pourvu que le montant de l'amende n'excède pas, dans chaque cas, cent dollars, et que le terme d'emprisonnement n'excède pas trois mois.

Délai.

17. Il sera loisible à la cour d'accorder au contrevenant un délai n'excédant

to an imprisonment not exceeding one month.

Every person who, being the agent of the city for the purposes of this section, refuses or neglects to remit to the city the tax which he has collected, infringes the present section and shall be liable, for each infringement, in addition to the payment of the tax collected and of the costs, to a fine of at least ten dollars and of not more than one thousand dollars, and, in default of payment of the fine and costs and to the tax collected, to an imprisonment not exceeding three months.

In the event of a repetition of any of the infringements defined in this subsection 12, the maximum fine and imprisonment shall be double that above provided.

The city may, by any by-law passed under this section, impose for any infringement, other than those defined in the preceding subsection 12, of such by-law by any person, a fine of not more than fifty dollars for each infringement.

14. The payment of the fines and penalties imposed by this section and by any by-law adopted by the city shall not exempt the offender from the carrying out of the obligations and duties imposed upon him by this section and by the said by-laws.

15. When an infringement of one of the city's by-law is committed by a company or a corporation, the fine, which the city may impose may be for double the amount of that which may be imposed on another person.

16. In the case of a subsequent offence, the city may also impose, for each infringement of its by-laws, heavier fines and penalties, provided the amount of the fine do not exceed in each case one hundred dollars and the term of imprisonment do not exceed three months.

17. It shall be lawful for the court to grant to the offender a delay not exceed-

Offence
and
penalty.

Repeti-
tion.

Fine.

Offender's
obliga-
tions.

Offense
by com-
pany.

Subse-
quent
offence.

Delay.

pas quinze jours pour acquitter le montant de l'amende infligée et des frais.

Jurisdiction.

18. La Cour du recorder de la cité de Granby a juridiction pour entendre et juger toute action intentée par la cité, soit en vertu du présent article, soit en vertu de tout règlement que cet article autorise pour le recouvrement de ladite taxe, soit du vendeur pour ce qu'il a perçu, soit de l'acheteur, et des amendes imposées par tout tel règlement et par le présent article quel que soit le montant de cette taxe et de ces amendes et quel que soit le lieu du domicile, de la résidence, ou de la place d'affaires du défendeur.

Idem.

La cité peut également intenter toute telle action devant la Cour de magistrat du district de Bedford, quel que soit le lieu du domicile, de la résidence ou de la place d'affaires du défendeur. Telle action sera réputée matière sommaire et les articles 1151 à 1163, sauf le premier alinéa de l'article 1153 du Code de procédure civile, s'appliqueront. Telle action sera aussi entendue par préséance.

Autre procédure.

Sans préjudice des modes qui précèdent, la cité peut également recouvrer ladite taxe soit du vendeur pour ce qu'il a perçu, soit de l'acheteur, en adoptant le mode prévu dans sa charte pour la perception des taxes qui lui sont dues et avec les mêmes privilèges.

Responsabilité.

19. La vente faite par l'un des employés ou représentants du vendeur est censée faite par le vendeur lui-même. De même l'achat fait par l'un des employés ou représentant de l'acheteur est censé fait par l'acheteur lui-même. Dans ces cas, tous les recours, que la cité peut exercer en vertu du présent article ou des règlements que la cité de Granby pourra adopter, pourront l'être contre le vendeur ou l'acheteur personnellement selon le cas.

ing fifteen days to pay the amount of the fine imposed and the costs.

18. The Recorder's Court of the city of Granby has jurisdiction to hear and adjudicate upon any action taken by the city either in virtue of this section, or in virtue of any by-law authorized by this section, for the recovery of the said tax either from the vendor for what he has collected, or from the purchaser, and of the fines imposed by any such by-law and by this section, whatever be the amount of such tax and of such fines and whatever be the place of the domicile, residence or place of business of the defendant.

Jurisdiction.

The city may also bring any such action before the Magistrate's Court of the district of Bedford whatever may be the place of domicile or of residence or the place of business of the defendant. Such action shall be considered as a summary action and articles 1151 to 1163, with the exception of the first paragraph of article 1153, of the Code of Civil Procedure, shall apply. Such action shall also be heard by precedence.

Idem.

Without prejudice to the preceding modes of procedure, the city may also recover the said tax, either from the vendor with respect to the amount collected by him or from the purchaser, by adopting the mode indicated in its charter for the collection of taxes owing to it and with the same privileges.

Alternative procedure.

19. The sale made by one of the employees or representatives of the vendor shall be deemed as having been made by the vendor himself. In the same manner the purchase made by one of the employees or representatives of the purchaser shall be deemed to have been made by the purchaser himself. In such cases, all recourses which the city may exercise under this section or the by-laws which the city of Granby may adopt, may be exercised against the vendor or the purchaser personally, as the case may be.

Responsibility.

- Prescription.** 20. Le délai de prescription pour toute taxe recouvrable en vertu du présent article est de trois ans. Pour les amendes et pénalités pour infraction au présent article ou aux règlements adoptés par la cité en vertu du présent article, il sera d'un an à compter du jour où l'infraction a été commise.
- Indemnité au vendeur.** 21. La cité peut indemniser le vendeur jusqu'à concurrence de cinq pour cent du montant de la taxe qu'il perçoit pour le surcroît de travail que la perception et la remise de cette taxe lui occasionnent.
- Recours.** 22. Si la perception de cette taxe est faite par le trésorier de la province en vertu d'une ou de plusieurs conventions intervenues entre le trésorier de la province et la cité, cette dernière conserve contre l'acheteur qui a refusé ou négligé de payer la taxe son recours en recouvrement de cette taxe, et cette créance est privilégiée sur les biens et effets mobiliers de l'acheteur et prend le même rang que toute autre taxe personnelle ou mobilière imposée par la cité.
- Entrée en vigueur.** 9. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.
- Prescription.** 20. The term for the prescription of any tax recoverable under this section is three years. For the fines and penalties imposed for the infringement of this section or of the by-laws adopted by the city in virtue of this section, such term shall be one year from the date when the infringement was committed.
- Indemnity to vendor.** 21. The city may compensate the vendor, to the extent of five per cent of the amount collected by him, for the additional work which the collection and the remittance of this tax may cause him.
- Recourse.** 22. If the collection of this tax is made by the Provincial Treasurer under one or more agreements entered into between the Provincial Treasurer and the city, the latter retains against the purchaser who has refused or neglected to pay the tax its recourse for the recovery of such tax and such claim shall be privileged on the moveables and moveable effects of the purchaser and shall have the same rank as any other personal or moveable tax imposed by the city.
- Coming into force.** 9. This act shall come into force on the day of its sanction.